

Contre le tout sécuritaire, la sécurité pour tous

International ■ La colère iranienne ■ **Territoires** ■ Grenoble, solidaire face à la crise

Histoire ■ Pierre-Joseph Proudhon ■ **Portrait** ■ Pierre Willem





Au sein de la Communauté d'Agglomération Vichy Val d'Allier regroupant 23 communes et 78 000 habitants, la Ville de Bellerive s/Allier, commune de 9 000 habitants recrute son :

COLLABORATEUR DE CABINET (H/F) **(Attaché territorial ou emploi contractuel)**

À l'interface entre le Maire, les élus du Conseil municipal et les services municipaux, vous aurez pour mission de : assister le maire dans la coordination et le suivi de l'action municipale, assurer la rédaction des communiqués de presse, discours, éditoriaux, courriers du Maire, coordonner la communication de la ville

Vos connaissances et compétences : connaissance des collectivités territoriales, capacités d'organisation et d'anticipation, capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse

Vos aptitudes et qualités : qualités relationnelles, capacités à conseiller, à proposer et à convaincre, réactivité, disponibilité

Conditions de travail :

- Lieu : Mairie de Bellerive s/Allier
- Horaires : 35 heures sur 5 jours

Merci d'adresser votre CV, lettre de motivation et photo avant le 14/07/2009 à : Monsieur Jean-Michel Guerre, Maire de Bellerive s/A, Président de la Communauté d'Agglomération Vichy Val d'Allier, Vice-Président du Conseil Régional d'Auvergne – Esplanade François Mitterrand – 12 r. Adrien Cavy - 03700 Bellerive s/Allier

Poste à pourvoir au 1^{er} août 2009

Basé-e à Nancy, il - elle assurera les fonctions de direction et d'animation d'une équipe de 6 collaborateurs-trices.

Il-elle sera le-la collaborateur-trice direct-e du président du groupe et l'interlocuteur-trice des 24 conseillers généraux dans le cadre de l'exercice de leur mandat.

Il - elle sera particulièrement chargé-e des missions :

- de définition de la contribution du groupe à la mise en oeuvre, au suivi et à l'évaluation politiques des actions du département,
- de préparation des réunions de l'assemblée, des différents temps de travail du groupe et de différents documents (notes de synthèse, dossiers documentaires, courriers, communiqués, journaux, ...),
- de coordination avec le cabinet et la direction générale du conseil général, avec les groupes d'élus des collectivités voisines et le Parti socialiste,
- de réflexion prospective autour de l'élaboration du projet départemental et des politiques publiques de la collectivité,
- de veille politique afin d'en avoir une vision précise et d'en dégager les enjeux pour le groupe et plus largement pour la collectivité,

Profil recherché :

- très bonne connaissance de l'environnement politique et du fonctionnement des collectivités territoriales
- esprit d'analyse et de synthèse, capacités de rédaction autonomie et force de proposition
- aptitude à l'animation d'une équipe de plusieurs collaborateur-trices

Catégorie A : attaché-e territorial-e ou contractuel-le

Une expérience sur un poste similaire est souhaitée.

Envoi des candidatures au plus tard le 20 juin 2009 : Mathieu Klein, président du groupe socialiste et républicain Conseil général de Meurthe-et-Moselle - CO 90019 – 54035 Nancy Cedex devrard@cg54.fr – 03.83.94.54.91

Offre d'emploi : Secrétaire général-e du groupe socialiste et républicain Conseil général de Meurthe-et-Moselle



La Revue socialiste fait sa mue.

Présentation modernisée, maquette enrichie, équipe renouvelée. Une nouvelle formule pour que la *Revue* soit, plus que jamais, un lieu de débat et de rencontre.

Autre nouveauté, le site

www.revuesocialiste.fr, qui permettra à chacun de prendre connaissance des articles publiés.

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrive à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Maurice Braud

- DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32) • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Elisabeth Philippe (76.27) • MAQUETTE : Florent Rousselot (79.44) et Florent Chagnon (77.16)
- PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78.57)
 - FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223)
 - ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 205 000 exemplaires.

Sarkozy et la sécurité : entre gesticulations et impuissance



Jean-Jacques Urvoas,
secrétaire national en
charge de la sécurité

Le dernier comptage de l'Observatoire national de la délinquance confirme nos pires craintes : le niveau de violence en France ne cesse de progresser. Sur les douze derniers mois, les atteintes volontaires à l'intégrité physique ont ainsi augmenté de 3,48 % et les violences « gratuites » de 5,26 %, les braquages avec armes à feu enregistrant pour leur part une hausse vertigineuse de 23,81 % !

Face à cette cascade de mauvais chiffres, l'exécutif peine visiblement à trouver le ton juste, Michèle Alliot-Marie versant dans une autosatisfaction pour le moins déplacée et Nicolas Sarkozy vitupérant pêle-mêle, comme encore le 28 mai dernier, contre « l'angélisme », « la dictature des bons sentiments » et la « pensée unique »...

Faut-il lui rappeler que c'est son propre bilan qu'il a sous les yeux, lui qui, pendant sept longues années, a été le principal artisan, sinon l'unique, de la politique de sécurité à l'œuvre dans notre pays ? Quand donc cessera-t-il d'imputer à autrui les conséquences de sa propre impéritie ?

En réalité, nous recueillons aujourd'hui les fruits d'une action publique qui, à défaut de traiter la question de l'insécurité, n'a fait depuis 2002 que l'instrumentaliser à des fins électoralistes. Ce fut l'ère des rodomontades, des expédients et des faux-fuyants. Avec comme conséquence l'explosion actuelle de la criminalité, qui survient alors même qu'on nous annonce la suppression de 8 300 postes de gendarmes et de policiers d'ici 2011... Devant ce désastre, il nous revient, à nous socialistes, de bâtir un contre-projet ambitieux et équilibré, fondé sur la répression de la délinquance certes, mais aussi sur sa prévention, tant il est évident qu'elle ne sera endiguée que si l'on s'applique à en tarir les sources.

■ sommaire

International

Les dessous de l'élection iranienne :
l'interview d'Alain Chenal p. 6

Dossier

Sécurité : l'échec de la droite p. 8 à 19

Territoires face à la crise

Grenoble, solidaire et visionnaire p. 20

Histoire

Pierre-Joseph Proudhon p. 24

Portrait

Pierre Willem p. 28

Le chiffre

Nouveau déficit record de la Sécurité sociale pour 2009 : la Commission des comptes évoque le chiffre de 20 milliards d'euros ! L'occasion pour le gouvernement de relancer le débat sur l'allongement de l'âge de la retraite. Dès le 14 juin, Brice Hortefeux, ministre du Travail, a précisé que la piste pour renflouer la branche retraites était de « reporter l'âge de la retraite comme ont fait les Allemands qui l'ont échelonné jusqu'à 67 ans ». Travailler plus pour cotiser moins !

20



Culture

Hadopi censurée

Le dispositif de sanction à l'encontre des internautes prévu dans la loi Hadopi a été censuré par le Conseil constitutionnel suite à un recours déposé par le Parti socialiste. Une autorité administrative ne peut décider seule de couper l'accès à Internet. « Cette décision souligne l'impasse dans laquelle s'est engagé le gouvernement. Au lieu d'inventer les nouveaux modes de rémunération de la création adaptés à la société numérique, il a choisi de s'enfermer dans une posture répressive et archaïque. Les libertés étaient attaquées. La création n'était pas aidée », souligne le PS, qui « organisera fin 2009 des états généraux de la Culture pour mener à bien ce débat et faire des propositions alternatives ».

Parlement

Le PS présent au Congrès de Versailles, mais...

Suite à une décision du Bureau national du PS, prise le 16 juin, les parlementaires socialistes se rendront au Congrès de Versailles, le 22 juin, et assisteront au discours de Nicolas Sarkozy, dans le respect des obligations républicaines prévues par la Constitution. Mais ils quitteront la salle en même temps que le président de la République, refusant de prendre part à un « simulacre de débat ». « Nous avons des propositions et nous voulons que les Français les entendent », a martelé Martine Aubry. Les socialistes les exprimeront dans un cadre ad hoc, à l'Assemblée nationale et au Sénat, lors du débat de politique générale qui interviendra, dans les prochaines semaines, après le remaniement.

Cantonaux

Victoire du PS dans trois cantons

Le PS se félicite après les victoires, le 14 juin, de Jean-Claude Pavis dans l'Orne

(Alençon), de Jean-François Guérin en Ille-et-Vilaine (Redon) et de Geneviève Blanc dans le Gard (Anduze), à l'occasion des cantonales partielles.



AFP/Éric Feferberg

Conseil européen

Les exigences socialistes

À la demande du président de la République, Martine Aubry, Première secrétaire du PS, s'est rendue à l'Élysée, mercredi 10 juin, pour préparer le Conseil européen des 18 et 19 juin. Elle a formulé trois exigences au nom du Parti : D'abord, le refus catégorique de reconduire José Manuel Barroso, symbole de la dérive libérale de l'Europe, à la tête de la Commission. Ensuite, la nécessité d'une initiative forte en faveur de la relance économique. Un grand emprunt européen d'au moins 100 milliards d'euros, comme l'a proposé le PS, permettrait d'investir immédiatement pour la relance et l'emploi. Enfin, une accélération de la lutte contre les paradis fiscaux.

Page réalisée par Fanny Costes



L'image de la semaine

Décès d'Omar Bongo, mort de la « Françafrique » ?

Avec le décès d'Omar Bongo qui a régné sur le Gabon pendant 41 ans, s'éteint aussi une certaine idée de la « Françafrique ». Une certaine conception de la démocratie, de la « liberté de la presse », un certain sens des affaires et de « l'intérêt général ». Nicolas Sarkozy - conquis par la foule à son arrivée -, Jacques Chirac et quelques patrons assistaient aux funérailles du « baobab gabonais », le 16 juin, à Libreville. Tout un symbole de ce système qui fleurait bon le néo-colonialisme économique. En revanche, le peuple gabonais, n'a pas bénéficié de la manne financière venue du pétrole. Espérons que le successeur d'Omar Bongo saura davantage redistribuer les richesses. En un mot, si le système Bongo pouvait disparaître avec son auteur, le bien des peuples n'en serait que mieux assuré.

« Des temps très durs pour

Mahmoud Ahmadinejad a été déclaré vainqueur des élections présidentielles en Iran. Un résultat très vivement contesté. Des centaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue pour pro-

tester contre cette réélection frauduleuse, s'exposant à une violente répression. À l'heure où nous bou-

clons, les autorités religieuses se sont dites prêtes à des « recomptage partiels » des bulletins de vote. L'issue de la crise est cruciale pour le pays et le Proche-Orient. L'analyse d'Alain Chenal, délégué national et spécialiste de la région.

Comment analyser la réélection de Mahmoud Ahmadinejad ?

C'est un coup de force, je dirais même un véritable coup d'État contre un vote populaire qui annonçait pour le moins un second tour et la victoire des réformateurs autour de Mir Hossein Moussavi. C'est un coup brutal : le Président sortant se savait battu s'il y avait un second tour, et peut-être même dès le premier tour. Il a donc choisi de passer en force et de briser l'immense mouvement populaire, qui s'est cristallisé autour de Moussavi. Ce pouvoir ne pourra désormais continuer à s'imposer que par la répression et par la fer-

meture de tous les espaces de liberté, conquis par une génération toute entière qui avait cru justement à cette liberté. C'est une cruelle déception pour eux, et pour nous tous aussi. Aux plus anciens d'entre nous, cela rappellera les « normalisations » qui suivaient souvent, hélas, les printemps avortés. Mais l'histoire n'est pas finie...

Le durcissement du régime est-il inéluctable ?

Je crains qu'on aille vers des temps très durs pour les opposants, les militants démocrates, les mouvements de femmes organisés. Notre devoir premier est de ne pas les abandonner. Nous devons manifester toutes les formes possibles de solidarité politique envers eux comme envers nos compatriotes franc-iraniens qui ont voté ici pour le changement là-bas. Nous devons mobiliser tous les moyens de pression pour atténuer cette répression. Lors de précédentes élections, décevantes, les personnalités et mouvements réformateurs s'étaient sentis « abandonnés ». C'était alors une faute grave commise par les pays européens. Nous devons aider aujourd'hui ceux qui veulent croire dans des valeurs proches des nôtres et qui feront l'Iran de demain.

Ce coup d'État risque-t-il de fragiliser encore davantage le Proche-Orient ?

Le Proche-Orient, c'est une bana-



lité de le rappeler, est une zone dans laquelle le destin de chaque pays, la solution de chaque crise, sont largement liés à celui de son voisin et où la moindre dégradation influence négativement toute la région. Le discours humaniste et novateur du Président américain a contribué à faire baisser les tensions. Mais ce coup d'État en Iran, même s'il ne compromet pas définitivement les chances de négociations internationales, peut aggraver le contexte régional.

Les élections au Liban ont été toutefois accueillies comme un élément positif dans la région....

Ce résultat a été une surprise. Autant en Iran, on pouvait redou-



les opposants »



AFP-AP PHOTO/STR

ter qu'il y ait un coup de force contre les réformateurs, autant au Liban, la plupart des observateurs avaient prédit une victoire de l'opposition, du Hezbollah et de son allié chrétien le Général Aoun. Or les électeurs ont reconduit la majorité parlementaire sortante. Nous n'allons certes pas vers les tensions immédiates que certains redoutaient. L'élection confirme un régime politique faible, fondé sur l'obédience communautaire des électeurs. Mais attention. Il reste à construire un État libanais capable de susciter l'adhésion collective, au-delà des communautés. Les députés élus devront se mettre d'accord pour dégager des principes communs pour fonder

un État national au Liban. À cette occasion, les socialistes envoient aussi un message amical à Walid Joumblatt, leur camarade de l'Internationale socialiste.

Sur la question iranienne, Hillary Clinton s'est montrée plus que prudente. La victoire d'Ahmadinejad risque-t-elle de remettre en cause la politique de la main tendue des États-Unis envers l'Iran ?

Pendant la campagne, Barack Obama n'était pas pressé de prendre à bras-le-corps l'ensemble des crises liées au Proche-Orient. Il voulait commencer par s'attaquer à la question de l'Afghanistan et du Pakistan, et mener à bien la sortie progres-

sive de l'Irak. Mais dès janvier 2009, la réalité s'est rappelée à lui, avec la guerre de Gaza, puis la formation en Israël d'un gouvernement très intransigeant. En tendant la main à l'Iran, le Président américain, conscient de la complexité du monde et de l'échec des politiques de force brutales, a su créer un mouvement dans cette région, la première qu'il ait visitée avec l'Europe. Cela a eu pour effet d'encourager les électeurs en Iran. Même si ce régime ne se durcit pas forcément autant à l'extérieur qu'à l'intérieur, le coup d'Ahmadinejad est un recul criminel. Imaginez un instant la force qu'un changement électoral en Iran aurait insufflée partout aux démocrates et aux forces de paix ! Or on risque de voir se briser un mouvement réformateur et l'espoir d'une libéralisation.

Que faire ? La diplomatie a une longue expérience des sanctions. Celles qui touchent le peuple renforcent le pouvoir en place et recréent une unité obsidionale autour de lui. Mais celles qui sont ciblées contre des dirigeants non légitimes peuvent être efficaces. La prudence de l'administration Obama est justifiée, mais elle ne doit pas empêcher la solidarité internationale avec la population et les forces démocratiques en Iran.

***Propos recueillis
par Stéphanie Platat***

Le tout répressif à l'amende

Même devenu président
de la République, Nicolas Sarkozy
n'a pas tout à fait quitté son rôle
de premier flic de France.
L'insécurité est sa marotte électorale.
Il la ressort à la moindre échéance, comme
dernièrement lors des Européennes.
Il joue sur les peurs pour
gagner des électeurs.
Et chaque fait divers est l'occasion
de dégainer un nouveau projet de loi.
Résultat, les textes s'accumulent,
mais sur le terrain, la délinquance
ne cesse d'augmenter.
La sanction de cette politique
est sans appel : l'échec.

■
8

■ sommaire

Analyse :

Christian Mouhanna, sociologue, revient sur
la manipulation des chiffres de la délinquance
par le ministère de l'Intérieur **p.10-12**

Décryptage :

Les dernières mesures de Nicolas Sarkozy
p.13-14

Interview :

Jean-Jacques Urvoas, secrétaire national à la
Sécurité, expose la réflexion socialiste **p.15**

Reportage :

À Grigny, pas besoin de portiques anti-armes
pour lutter contre la violence scolaire
p.16-17

Focus :

Vers une fusion de la gendarmerie et de la police ?
p.18-19





« Les pratiques du ministère de l'Intérieur proches de la planification soviétique »

Christian Mouhanna, chercheur au CNRS, est sociologue au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP).

Il revient sur les limites de la politique sécuritaire menée par Nicolas Sarkozy et sur la manipulation des chiffres du ministère de l'Intérieur.

Ou comment masquer l'échec d'une politique fondée sur le « tout répressif ».

Comment jugez-vous le bilan de Nicolas Sarkozy en matière de délinquance et de criminalité, domaine qu'il a investi depuis de nombreuses années ?

Le discours d'Orléans prononcé par Nicolas Sarkozy, en janvier dernier, et portant sur une prétendue baisse de « l'insécurité », est basé sur des chiffres largement sujets à caution. Selon la doctrine officielle, les crimes et délits auraient bondi de 15% entre 1997 et 2002, avant de diminuer grâce à l'action entreprise par le ministère de l'Intérieur. D'abord, il n'y a pas de quoi crier victoire, car tous les chiffres ne sont pas bons. Par exemple, le taux d'élucidation en matière de cambriolage reste de 12% seulement, sans parler des atteintes aux personnes. (Les atteintes volontaires à l'intégrité physique ont augmenté de 3,48%, selon l'observatoire national de la délinquance, ndlr). Ensuite, et plus fondamentalement,

personne ne peut dire actuellement comment évoluent les chiffres « réels » de la délinquance et de la criminalité car nous n'avons pas l'appareil scientifique qui nous permettrait de suivre leur évolution. Le seul outil qui indique une baisse de la criminalité est l'enregistrement des crimes et délits par les services de police et de gendarmerie, un appareil statistique qui est loin de refléter la réalité.

En quoi le suivi statistique des crimes et délits est-il biaisé ?

L'un des nombreux biais réside dans le fait que les policiers sont juges et partie dans la collecte des données qui sont ensuite agrégées au sein du ministère de l'Intérieur. En termes de fiabilité, c'est comme si les professeurs étaient évalués sur les notes qu'ils décernent aux élèves. Dans un tel système d'évaluation, il y a fort à parier que la moyenne des élèves serait rapidement déconnectée de leur niveau réel. Ensuite, si l'on reprend l'historique de ces chiffres depuis 1997, on s'aperçoit que la thématique de « l'insécurité » s'impose dans les médias à mesure que le nombre de crimes et délits constatés par les services de police explose dans les années qui précèdent la campagne présidentielle de 2002. Cette explosion

10

Personne ne peut dire actuellement comment évoluent les chiffres « réels » de la délinquance et de la criminalité



des crimes et délits constatés - et non pas des faits réels qui sont toujours bien plus importants - correspond assez largement à la mise en place de la police de proximité dont l'apparition a encouragé les personnes à porter plainte. En effet, lorsqu'un poste de police est ouvert dans un lieu éloigné du centre-ville, on constate un afflux de plaintes qui n'étaient jamais enregistrées auparavant.

Quelles sont les évolutions depuis 2002 et le passage au ministère de l'Intérieur de Nicolas Sarkozy ?

Nos recherches (1) montrent que, depuis 2002, le ministère a pris en main la communication autour de la « sécurité », en s'appuyant sur une utilisation politique des statistiques des crimes et délits. On peut montrer que le taux d'erreur manifeste des statistiques policières - par exemple un taux dépassant 100% en matière d'élucidation - ne cesse d'augmenter depuis lors. Lorsque Nicolas Sarkozy s'installe Place Beauvau, au printemps 2002, il met très rapidement fin à la police de proximité. Par cette décision purement administrative, il modifie radicalement l'appareil de mesure.

Puis, il met en place un système de sanctions, par convocations, entre autres, et d'incitations, notamment via des primes, afin de répondre avant tout aux objectifs chiffrés fixés par le ministère. Résultat, les policiers réorientent leur activité vers les petits délinquants, et notamment les stupéfiants, domaine dont le taux d'élucidation dépasse 100% moyennant quelques tours de passe-passe dont le plus simple pourrait s'apparenter à la technique dit du « sac de pommes ».

En quoi consiste-t-elle ?

Lorsqu'un policier met la main sur un chéquier volé, il peut le comptabiliser comme une affaire résolue. Il peut tout aussi bien faire état de vingt chèques retrouvés et donc de vingt affaires résolues. Plus généralement, les policiers et le ministère ont une grande latitude pour infléchir les statistiques pénales en fonction des objectifs de communication de Nicolas Sarkozy. Ainsi, la place Beauvau va jusqu'à fixer l'évolution de la délinquance et des taux d'élucidation plusieurs années à l'avance dans des documents tout à fait officiels. On s'amuse des délires de la planification soviétique, mais les pratiques actuelles

***Sociologue
au Centre
de recherches
sociologiques
sur le droit
et les
institutions
pénales,
Christian
Mouhanna
analyse
les dérives de
la politique
du chiffre
mise
en œuvre
par la droite.***

du ministère de l'Intérieur ne sont pas si éloignées. L'évaluation grâce à une batterie de chiffres, cela « fait » moderne, mais elle est complètement déconnectée des besoins réels des citoyens. Le plus inquiétant, c'est que ce mode de gestion publique expérimenté Place Beauvau s'est depuis étendu à tous les ministères.

Comment l'institution policière est-elle mise sous tension ?

L'une des nombreuses innovations est l'accélération des publications des statistiques du ministère. Avant 2002, elles étaient publiées une ou deux fois par an ; à partir de cette date, elles deviennent mensuelles. Résultat, la pression augmente sur les institutions policières dont les membres ne travaillent plus que pour faire du chiffre. La police se focalise sur la petite criminalité, comme l'atteste l'augmentation des petites peines de prison, au détriment du démantèlement des réseaux criminels en matière de stupéfiants ou de prostitution, par exemple, pour ne rien dire de la délinquance en col blanc où la doctrine est plutôt à l'assouplissement des règles, comme l'avait annoncé Nicolas Sarkozy au Medef en 2007. Ce système est, en outre, complété par une avalanche de lois destinées à gérer le cas médiatique du jour. Le plus frappant est sans doute que leurs effets sur le terrain en matière pénale ne sont jamais évalués.

La pression augmente sur les institutions policières dont les membres ne travaillent plus que pour faire du chiffre

Et quels sont les effets sur la population de cette politique sécuritaire ?

Les pressions augmentent aussi sur la population. Les quartiers populaires ont à la fois trop et pas assez de policiers. La plupart du temps, leurs habitants ne voient pas un seul uniforme, sauf lorsqu'il y a une opération de police qui consiste à quadriller le quartier, à pratiquer le contrôle d'identité systématique, etc. Il en résulte une perte de confiance dans l'institution policière.

Est-ce qu'à l'opposé de cette politique du chiffre, une politique de prévention serait mieux adaptée aux besoins de la population ?

Il faut sortir du schéma prévention/répression, ne serait-ce que parce que les policiers ont souvent fait les deux, y compris dans l'ilotage. Cette articulation laissée à l'appréciation du policier sur le terrain permet notamment la récolte d'informations indispensables à l'activité policière. D'autres schémas semblent intéressants, en particulier celui de la « résolution de problèmes » mis en place par les anglo-saxons. Dans ce système, les policiers réunissent une population pour lui demander quels sont ses problèmes. Si, par exemple, il ressort que la présence de jeunes dans les halls d'immeubles dérange ; plutôt que de faire une loi inapplicable, ce système pousse à examiner les solutions possibles en partenariat avec les autres acteurs de la ville mais aussi avec les jeunes. Avec cette formule, les citoyens ne sont pas ravalés au rang de cibles médiatiques ou de victimes.

(1) Police : des chiffres et des doutes, avec Jean-Hugues Mattéi, Michalon, 2007

Propos recueillis par Olivier Vilain



AFP-Fred Dufour

Tout le monde en prend pour son grade

120 modifications du code pénal, 15 lois, bientôt 17.

Avec une telle inflation de textes en seulement sept ans, on pourrait croire que la politique de sécurité en France est aujourd'hui d'une efficacité sans faille.

Pourtant les chiffres sont là : rien n'a changé.

La situation s'est même aggravée dans certains domaines.

Mais ce ne sont pas de mauvais résultats qui vont freiner le chef de l'État.

Nicolas Sarkozy a ainsi annoncé, le 28 mai, depuis l'Élysée, un nouveau train de mesures sécuritaires. Décryptage, avec Jean-Jacques Urvoas, secrétaire national à la Sécurité

Quartiers difficiles

« Je souhaite une mobilisation complète des forces de l'ordre sur 25 quartiers rongés par la délinquance », Nicolas Sarkozy, 28 mai 2009

« On nous dit que le paquet va être mis sur 25 quartiers. Pourquoi pas 26 ? Pourquoi pas 30 ? », interroge Jean-Jacques Urvoas, secrétaire national chargé de la sécurité. Une fois de plus, Nicolas Sarkozy vend ses réformes comme il vendrait un paquet de lessive : « Il fait de la publicité ». Car au-delà, se pose la question des moyens qui seront mis sur la table pour mener à bien ces objectifs. Dans le budget de l'année dernière, la part allouée à la sécurité était en quasi stagnation ; dans le prochain, ça ne devrait pas être beaucoup mieux. Difficile, donc, de croire à cet énième effet d'annonce. D'autant qu'avec les coupes claires dans les effectifs de fonctionnaires, il y aura 8 000 policiers et 2 500 gendarmes de moins en 2011.

Violences en milieu scolaire

« Le ministre de l'Éducation nationale propose d'installer des portiques de sécurité à l'entrée des établissements.

Comment agir autrement dans un tel contexte ? »

Protéger les établissements scolaires de la violence, tout le monde est d'accord. En revanche, les divergences sont nombreuses sur les solutions à apporter. Surtout quand le remède est pire que le mal. Faire rentrer la police dans les écoles ou mettre une brigade mobile à la sortie des établissements sera toujours moins efficace que d'avoir un commissariat de police ou une brigade de gendarmerie à proximité. Quant à demander aux enseignants de faire la police, ce n'est pas non plus une bonne réponse. « Pourquoi avoir diminué le nombre de surveillants dans les établissements scolaires ? C'est un métier, si on veut que ça soit efficace ça demande du professionnalisme ».

Trafic

« Nous devons frapper les trafiquants au portefeuille. »

Il y a incontestablement un durcissement de la délinquance dans le pays, depuis quelques années. Une économie souterraine s'est développée et c'est à elle qu'il faut s'attaquer. Pour ce faire, il faut donner plus de moyens à la police judiciaire dont c'est l'une des missions. « Il faut arrêter de décimer le monde judiciaire. Il y a aujourd'hui, en France, le même nombre de juges d'instruction qu'à la fin du XIX^e siècle, alors que la population a été multipliée par deux ! ».

Vidéosurveillance

« La vidéo-protection est un moyen fondamental de la politique de sécurité. »

« Quel glissement sémantique ! On a longtemps parlé de vidéosurveillance mais aujourd'hui la majorité préfère parler de vidéo-protection. Faut-il y voir un signe ? », ironise Jean-Jacques Urvoas. Une véritable réflexion doit être menée autour de ce sujet avant de lancer le système à grande échelle. Aujourd'hui la Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés) est plutôt réservée sur l'utilisation de ce type de dispositif. Le problème n'étant pas d'installer une caméra, mais de savoir qui l'exploite, qui a accès aux images et combien de temps les données sont archivées. Or, aujourd'hui, aucune législation claire n'existe.

Prévention de la délinquance

« Le Premier ministre présentera dès septembre un plan gouvernemental de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes. »

Ce futur plan sonne comme un aveu d'échec. « Quand Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, rapportait la dernière loi sur la délinquance, il se vantait d'avoir trouvé l'alpha et l'oméga de la prévention de la délinquance et aujourd'hui, on nous explique qu'il faut tout revoir. » D'ailleurs, le Conseil national des villes, associations d'élus, a expertisé l'application du dernier plan de prévention et en a conclu que rien n'avait été fait dans ce domaine, ces dernières années.

Damien Ranger

14



Répression des bandes

L'appartenance « en connaissance de cause à une bande ayant des visées agressives sur les biens et les personnes serait punie d'une peine de trois ans de prison », Nicolas Sarkozy, 18 mars, Discours de Gagny

Pour **Fabien Jobard**, membre du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CNRS), cette loi proclamatoire montre la méconnaissance des réalités de terrain et des conditions de fonctionnement des institutions de police et de justice. Ce texte ne prend pas en compte les outils juridiques existants qui permettent à la police administrative, sans passer par le délit pénal, d'intervenir et de disperser les groupes si elle constate des troubles à l'ordre public. Mais si les policiers peuvent interpellier des jeunes appartenant à « une bande » sans autre délit à leur imputer, les acteurs judiciaires ne peuvent, quant à eux, poursuivre et juger que s'ils constatent une réelle infraction. Le fait d'appartenir à une bande est un objet juridiquement et sociologiquement flou, très peu comparable au délit d'association de malfaiteurs. Selon Fabien Jobard, le texte devrait faire long feu, « à l'exemple du délit de rassemblement dans les halls d'immeuble, qui n'a pas su emporter la conviction des juges ».

Julia Pasquel

« Reprendre l'offensive sur le terrain de la sécurité »

Jean-Jacques Urvoas, député du Finistère et secrétaire national en charge de la Sécurité, avance des propositions pour lutter contre le « tout répressif » propre à la droite et combattre les inégalités qui ne cessent de se creuser dans le pays.



Le Parti socialiste a entrepris un important travail de réflexion sur le thème de la sécurité. Quelles sont les principales orientations ?

Contrairement à l'idée parfois véhiculée, y compris dans nos rangs, le PS dispose sur cette question d'une réflexion ancienne et cohérente. De la plateforme adoptée en 1995 jusqu'aux propositions de Ségolène Royal en 2007, en passant par le discours de Villepinte prononcé par Lionel Jospin, en 1997, et la convention nationale d'Évry, en octobre 2001, nos analyses sont continues et nos propositions articulées autour du dyptique « mieux prévenir, mieux punir » et de trois idées-forces : « précocité, intensité, continuité ». Nous ne partons donc pas de rien. Par contre, nous avons une responsabilité nouvelle : face à l'échec de la droite depuis sept ans, il nous faut reprendre l'offensive sur ce terrain, car les inégalités qui se creusent, induites par l'insécurité, ne sont pas admissibles.

Quels axes de travail entendez-vous privilégier ?

Il nous faut, sans nier évidemment la nécessité de la sanction, construire une politique de sécurité globale. Ensuite, la pratique gouvernementale du « tout répressif » conduit à une impasse. Vous

pouvez construire toutes les prisons que vous voulez et les remplir au fur et à mesure, vous n'instaurerez pas pour autant une société exempte de tout crime ! Nous devons donc tourner le dos à cette fuite en avant, axée sur une logique d'enfermement et de développement des services de sécurité privée. Enfin, la transformation des forces de l'ordre en usine à statistiques montre ses limites. La politique du chiffre imposée par Nicolas Sarkozy les détourne d'actions plus en profondeur, dont les résultats ne sont visibles qu'à moyen ou à long terme. Chacun comprend aisément que le travail dans la durée au plus près de la population est une meilleure voie. La seule, en fait, qui permettra de remédier efficacement au problème de la délinquance.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

Une commission ouverte à tous

« La tâche qui attend la commission nationale est enthousiasmante autant qu'ambitieuse, et pourrait aisément se résumer ainsi : la gauche et la sécurité : reconstruire un authentique projet de société », précise Jean-Jacques Urvoas. Mais ses travaux ne seront féconds que si la commission nationale sécurité sait s'enrichir de l'apport de tous ceux que ces sujets concernent : professionnels (magistrats, avocats, policiers, gendarmes...), élus ou militants.

La prévention, la meilleure arme contre la violence scolaire

À en croire les discours à droite, les violences scolaires seraient le quotidien des établissements. Aussi, face à l'agressivité d'une minorité, la réponse ultra-répressive ne sert pas à grand-chose, sauf à stigmatiser davantage les jeunes et à entretenir un climat anxiogène. À Grigny (Essonne), la commune a choisi de répondre par le suivi des collégiens, l'engagement des équipes pédagogiques et la démarche éducative.

Depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, chaque fait divers lié à la délinquance des jeunes se traduit par un déballage médiatique et de nouvelles annonces répressives. En pleine campagne européenne, le chef de l'État a de nouveau instrumentalisé le thème de la sécurité en annonçant des mesures pour lutter contre les violences en milieu scolaire. Portiques anti-armes, fouilles de cartables, agents « volontaires » pour soutenir les chefs d'établissements, les solutions du Président sont entièrement tournées vers la répression. Et donnent l'impression que tous les collèges et lycées de France, notamment dans les quartiers populaires, sont devenus des champs de bataille. La réalité est pourtant bien plus nuancée. « Lorsqu'il y a une montée en puissance d'un comportement qu'on ne peut pas tolérer en classe, on fait un rapport au CPE, on fait remonter jusqu'au proviseur et on convoque les parents, souligne Mohammed Zaoui, professeur de mathématiques et de physique dans un lycée polyvalent de Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne). Il existe des recours dans les établissements. Il y a des suivis.

Malheureusement des événements extrêmement graves ont parfois lieu. Mais ça reste isolé. » Selon cet enseignant, les réponses du chef de l'État sont inappropriées. « On ne peut pas, d'un côté, supprimer du personnel éducatif et de l'autre, dire "on va mettre des brigades de police qui vont circuler partout dans le bahut et installer des portiques". Il faut plus de prévention. On vit dans une société agressive. Dans nos quartiers, les familles des élèves sont encore plus que d'autres touchées par le chômage. »

Des mots sur les violences

Il ne s'agit pas pour autant de nier les violences. L'agressivité des jeunes est plus perceptible qu'auparavant, à en croire ce prof. Mais « dans un collège, il y a 700 gamins et sur la totalité, il y en a peut-être une vingtaine qui sont insolents ou qui sèment le trouble. Sur les collèges Jean Vilar et Pablo Neruda de Grigny, 4 à 5 élèves vont en conseil de discipline chaque année », explique Saïd Laatiriss, maire-adjoint socialiste de la ville en charge de la prévention. Dans cette commune de l'Essonne, les élus n'ont pas attendu les projets de loi du gouvernement pour agir et lutter contre les violences à l'école. Depuis un an, ils travaillent avec les



équipes pédagogiques des trois collèges de la ville pour mettre en œuvre, dès la rentrée 2009, un plan d'action efficace et empêcher les violences plutôt que d'avoir à les gérer. L'investissement de toutes les équipes pédagogiques sur l'ensemble de l'année scolaire est une condition sine qua non. Il s'agit d'agir fréquemment et sur la durée, « en multipliant les occasions de mettre des mots sur les violences », selon la municipalité. En accord avec les trois collèges, tous classés en ZUP, « l'action propose comme fil conducteur et comme axe d'évaluation de comparer les comportements des élèves actuellement en classe de 3^e et les comportements de ceux actuellement en classe de 6^e lorsque ceux-ci seront parvenus en 3^e. Il s'agit donc de décider d'une "génération test" qui profitera du projet global de prévention, dès cette année, et pour les trois années à venir », estiment encore les élus de gauche. Des projets d'actions sont déjà prévus. Diffusion de films, débats, implication des élèves, médiation ou encore manifestations de professionnels du théâtre pour comprendre et analyser les situations de violences.

Soutien massif

Reste que les moyens sont insuffisants. Si le Conseil général a apporté son aide, l'État « devra accorder son soutien massif pour multiplier et concrétiser nos actions, rappelle Fatima Ogbi, adjointe au Maire de Grigny, députée socialiste suppléante de la 11^e circonscription de l'Essonne. Si



l'Éducation nationale est réellement une priorité, ça passe nécessairement par un soutien financier et en personnel. Mais les solutions proposées par le gouvernement actuel ne sont pas compatibles avec ce que l'on vit dans les quartiers. » Revendicatif, Saïd Laatiriss enchaîne : « Depuis que la droite est au pouvoir, les établissements ont dû supporter le départ des emplois-jeunes, les assistants éducatifs qui étaient de réels supports aux CPE et aux surveillants. Ils ont perdu des postes d'encadrants. Des postes de profs. Les Rased ont été supprimés. Et après, Darcos nous annonce qu'on va réembaucher des jeunes pour aller frapper aux portes des parents quand on aura constaté l'absence d'un élève. Il faut mettre ces personnes au sein des établissements. C'est là qu'elles seront utiles... » En décembre dernier, à l'occasion de la semaine de l'égalité, la première représentation théâtrale de la troupe « l'Effet Théâtre », au collège Jean Vilar, a déjà prouvé l'utilité de placer les jeunes au cœur de la réflexion. Sur scène, les acteurs ont interprété une situation de violence. Les élèves étaient ensuite invités à réagir et à débattre. « La participation a été excellente. Ceux qui, habituellement, se font remarquer se resserrent dans les rangs. Et d'autres élèves, a priori plus renfermés, prennent la parole. C'est un support de désinhibition, raconte l'adjoint au maire en charge de la prévention. Les profs et le chef d'établissement étaient très satisfaits. Ils nous ont réclamé plus de démarches de ce genre. » Et non, plus de portiques ou de caméras de surveillance.

Fanny Costes



Collège Sonia Delaunay à Grigny

La Gendarmerie face à l'ennemi de l'Intérieur

C'est un projet cher à Nicolas Sarkozy. Celui qui n'a jamais vraiment quitté son habit de ministre de l'Intérieur n'a cessé, de 2002 à 2007, de demander le rattachement de la Gendarmerie nationale, dans le giron de la Défense, à son ministère. À l'époque, Michèle Alliot-Marie, alors ministre de la Défense, avait su résister à cette réforme qui met fin au modèle policier français en vigueur depuis la Révolution. Cette fois, elle n'a pas eu le choix.

Le débat sur le rattachement de la gendarmerie au ministère de l'Intérieur est presque aussi vieux que la gendarmerie elle-même. Comme le rappelle l'historien Aurélien Lignereux, c'est sous Napoléon que cette bataille commence. Depuis lors, la gendarmerie a toujours su résister aux prétentions de la place Beauvau. La dernière offensive en date remonte aux années soixante. Alors que *le Gendarme de Saint-Tropez* cartonne dans les salles de cinéma, les syndicats policiers demandent, en 1967, la fusion de la gendarmerie dans la Police nationale, en même temps que celle de la Sûreté. Le Général de Gaulle semble alors y réfléchir sérieusement. Mais l'année suivante, éclatent les événements de mai 1968. Dans plusieurs villes de France, le pouvoir s'inquiète de savoir si les forces de l'ordre tiendront bon face à un mouvement totalement inattendu tant par sa soudaineté que par son ampleur. Là où la police montre quelques signes de faiblesse, les responsables de l'Arme, et d'abord leur directeur, Jean-Claude Périer, proche de Pierre Messmer, alors ministre des Armées, savent défendre la spécificité militaire de la gendarmerie dans cette situation exceptionnelle et font la publicité à l'Élysée que partout, la gendarmerie, elle, tient face aux manifestants.

Fusion ?

La dualité des forces de l'ordre entre une police dépendant du ministère de

l'Intérieur et une force dépendant de l'armée a servi de modèle à bien des pays. Les carabinieri en Italie, la Guardia Civil en Espagne, la gendarmerie en Autriche, en Belgique, la Gendarmerie Royale du Canada (les fameux Mounties). Même la Grande-Bretagne s'est dotée, ces dernières années, d'une Ministry of Defence Police, qui, comme son nom l'indique, dépend du



ministère de la Défense. À l'heure où l'on vient de créer une force de gendarmerie européenne, un rattachement au ministère de l'Intérieur, que beaucoup interprètent comme une future fusion de la police et de la gendarmerie, est pour le moins incompréhensible.

En faisant du mauvais esprit, on pourrait penser que la nomination de Michèle Alliot-Marie au ministère de l'Intérieur a pu être motivée par cette unique arrière-pensée.

Car comment pourrait-elle, à ce poste, défendre la gendarmerie ? Le résultat est sans appel : 35 00 postes de moins d'ici 2012, non-remplacement d'un gendarme sur deux au départ à la retraite, rattachement au ministère de l'Intérieur et peut-être, un jour, fusion des deux forces.

Mépris

Sur ce texte comme sur d'autres, le gouvernement a choisi de passer en douce. Le projet de loi sur le rattachement de la Gendarmerie à l'Intérieur a été déposé, le 21 août 2008, la ministre proclamant « l'urgence » (ce qui revient à limiter son examen à une seule lecture par Chambre). Il n'a pourtant été inscrit au Sénat que le 17 décembre et il arrive péniblement à l'Assemblée à la mi-juin... Sauf que le texte est déjà en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009 ! Encore une preuve du mépris dans

l'ordre et en bons petits soldats de l'Élysée, ils sont bien vite revenus sur leur engagement de défendre l'institution. En annonçant vouloir dissiper un certain nombre de craintes, ils sont, de l'avis général, largement revenus sur le texte amendé par les sénateurs que les socialistes jugeaient plus équilibré.

Il faut rappeler que la dualité des forces est extrêmement importante et que ce combat n'est pas un combat d'arrière-garde d'élus de province contre la modernité, mais bien d'une lutte pour la liberté et la démocratie. On se rappelle des cas où des citoyens firent appel à des gendarmes pour intervenir face à des policiers qui outrepassaient leurs droits, on se souvient que les gendarmes, en Algérie, s'attirèrent les foudres de l'OAS en restant fidèles à la République contre le coup d'État des Généraux et que leur action, entre autres,



lequel le gouvernement tient le Parlement. Les élus et la population se retrouvent devant le fait accompli, sans aucun débat possible. Et jeudi 18 juin, les députés et les sénateurs, de droite comme de gauche, étaient à nouveau humiliés, avec le lancement du site www.gendarmerie.interieur.gouv.fr. Preuve que le rattachement est déjà acté. Les députés UMP, pourtant très remontés contre le projet de loi, ont été appelés à

permettre aux conscrits de refuser de suivre le « quarteron de Généraux à la retraite ». Après la fin de la conscription, enfin, a-t-on encore besoin d'éloigner un peu plus l'armée de la population ?

La bataille n'est heureusement pas finie, il est encore possible de défendre la gendarmerie contre l'ennemi de l'Intérieur. Les socialistes sauront faire preuve de pédagogie et de combativité.

Corentin Segalen

Grenoble, solidaire et

Du plan d'action du Centre communal d'action sociale (CCAS) aux efforts engagés en faveur de l'insertion, la ville de Grenoble met tout en œuvre pour préserver l'emploi et privilégier le tissu économique local, au profit de la diversité.

Faire front. C'est l'objectif de la ville de Grenoble en cette période de crise car la municipalité n'est pas épargnée. En cause, l'extrême fragilité du tissu économique local, marquée par la hausse du chômage - + 27 % sur le dernier trimestre 2008 - et la baisse des carnets de commande qui nuisent gravement aux entreprises de sous-traitance et au secteur du BTP. Le plan social massif de Caterpillar - 600 emplois supprimés - n'a rien arrangé.

Pas question, pour autant, de renoncer au juste équilibre entre les politiques d'accompagnement économique et l'aide à l'in-



novation, privilégiées par Michel Destot, le maire de la ville, et son équipe. « Nous avons engagé un plan de réponse à la crise qui passe par le soutien à la consommation des catégories les plus modestes et des aides aux plus fragiles », affirme ainsi Olivier Noblecourt, adjoint au maire en charge de l'Action sociale et familiale.

Microcrédit

Clé de voûte de cette politique : la mise en œuvre, par le Centre

communal d'action sociale (CCAS), d'un système de micro-crédit visant à lever les freins d'accès à l'emprunt pour de nombreux ménages. « Ce dispositif expérimental est destiné aux personnes exclues des crédits bancaires sans conditions de revenus », précise l' élu qui entend également favoriser le rachat de crédit revolving, ce crédit à la consommation qui conduit de nombreux ménages au surendettement.

Cette nécessité de renforcer le lien social a débouché dernièrement sur la publication d'un plan quinquennal (2009-2014) riche de 40 propositions dans les domaines de la petite enfance, du troisième âge, du développement social et de la solidarité. Avec trois exigences : redistribuer mieux et plus, au profit des personnes en difficulté, valoriser l'action collective et développer de nouvelles fraternités. « Nous entendons augmenter la capacité d'accueil de la petite enfance, tout en diversifiant les modes de gestion des établissements, poursuit Olivier Noblecourt. Des

Le pari de l'innovation

Dotée d'une économie diversifiée, la ville de Grenoble reste en moyenne à un point au-dessous du taux de chômage national. « Mais l'emploi industriel est fragilisé et il faut se mobiliser avec beaucoup de détermination et des moyens renforcés », concède Geneviève Fioraso, adjointe au maire en charge de l'Économie, de l'emploi, de l'université et de la recherche. Cette dernière entend agir sur tous les leviers pour doper l'activité locale : forum pour l'emploi, déclioisonnement des quartiers, soutien au commerce et à l'artisanat, coup de pouce à l'innovation avec le forum 4i, Minattec et la Presqu'île scientifique... « Nous cherchons à faire le lien entre recherche et création d'activité, poursuit l'élue. Les nouvelles technologies et l'économie sociale et solidaire relèvent d'une seule et même préoccupation : l'emploi. » En témoignent les 15 millions d'euros supplémentaires injectés par la municipalité dans les projets économie-emploi.

B.T.

solutions vont être trouvées pour celles et ceux dont les horaires ne sont pas encore pris en compte par les modes d'accueil traditionnels. »

Culture de la preuve

Ce dispositif prévoit aussi le suivi éducatif des enfants de 2 à 4 ans, dans le cadre de structures passerelles entre crèche et école maternelle, un plan d'action collective pour les personnes âgées dépendantes et à domicile, la mise en place d'un service d'accueil d'orientation unique pour l'hébergement d'urgence, ou bien encore des rencontres intergénérationnelles. « Nous serons également très exigeants sur la façon dont les habitants participeront et bénéficieront de ces actions, prévient le vice-président du CCAS. On a longtemps cru que la conviction et la passion suffisaient pour avancer en matière sociale. Il faut maintenant développer la culture de la preuve et de l'évaluation ». D'autant que la municipalité a décidé d'accompagner ce plan par un effort sans précédent. « Sa mise en œuvre représente près de 3,5 millions d'euros, soit sur cinq ans, 700 000 € annuels, conclut Olivier Noblecourt. Ils seront financés en grande partie par du redéploiement et, bien entendu, une grande rigueur de gestion. »

Bruno Tranchant

La preuve *par l'exemple*



Guillaume Garot
Maire de Laval

Coup double pour l'enfance à Laval

L'arithmétique au service des élèves. À Laval, « un = 1+1 ». Comprendre, pour un enfant un temps d'étude et une activité sportive, culturelle, scientifique ou de loisir sont proposés. Depuis mars, cinq écoles prioritaires lavalloises ont mis en œuvre cedispositif inédit. « C'est un progrès considérable, se félicite Guillaume Garot, maire de Laval. Chaque enfant, quels que soient les revenus de sa famille ou le quartier dans lequel il réside, bénéficie d'un accès à la culture, aux sports et aux loisirs. La municipalité s'engage aux côtés des familles pour l'épanouissement de leurs enfants et leur réussite scolaire. C'est aussi comme cela qu'on lutte contre les inégalités. » Son adjointe aux sports, Gisèle Chauveau renchérit : « Certains enfants ne pratiquent ni sport ni activité culturelle pour des raisons financières. Leurs familles n'ont tout simplement pas les moyens de les inscrire. Auparavant, les dispositifs d'encadrement se superposaient les uns aux autres. D'où l'idée de proposer gratuitement après l'école une très large palette d'ateliers découverte, avec un temps d'étude en petit groupe pour favoriser la réussite scolaire. » Quelques mois après le lancement de l'opération, 70 % des élèves du CP au CM2 des cinq écoles classées en ZEP ou en REP profitent du système. Ils peuvent ainsi se familiariser avec le chant choral, le slam, participer à des ateliers déco, apprendre l'anglais, jouer au basket... Ces activités sont organisées dans l'enceinte scolaire, à la maison de quartier, au gymnase ou au conservatoire. Le

tout, sous l'œil professionnel d'un animateur référent et diplômé. Coût de l'opération : 42 800 €, répartis entre la Ville, la CUCS, la DDJS, la CAF et l'Éducation nationale.



Guillaume Garot au centre de loisirs Jean Guéhenno

Bruno Tranchant

Les départements dans le rouge

À l'occasion des premières journées nationales de l'insertion, les élus de l'Assemblée des départements de France (ADF) ont fait part de leurs « vives inquiétudes » quant aux conditions de financement du Revenu de solidarité active (RSA) entré en vigueur le 1^{er} juin.

Les élus en ont profité pour pointer la « forte diminution de recettes fiscales » provoquée par la suppression de la taxe professionnelle, à l'heure où le gouvernement minore le règlement de sa dette vis-à-vis des collectivités.

« Il est temps, à l'occasion concomitante de la création du RSA et de la réflexion sur la réforme des collectivités locales, d'ouvrir le chantier de la réforme fiscale, avec clairovoyance et responsabilité », conclut l'ADF.



Doubs avec les plus démunis

De la petite enfance au troisième âge, le Conseil général du Doubs vient de réaffirmer, à l'occasion d'une commission permanente, son engagement en faveur de l'action et de l'ac-

Arnaud Montebourg et l'épée de Damoclès



Le mois dernier, l'Insee officialisait l'entrée de la France en récession. Arnaud Montebourg, président du Conseil général de Saône-et-Loire, a vivement réagi à cette annonce : « Le gouvernement doit faire preuve de courage et d'esprit de responsabilité pour préserver les plus faibles, organiser la solidarité en abandonnant le paquet fiscal pour ne pas aggraver la dette du pays, véritable épée de Damoclès au-dessus de la tête de chaque Français. »

L'effet conjugué de la baisse des recettes et de l'explosion des dépenses sociales obligatoires rendent la situation très difficile dans le département. Tant et si bien que l'élu socialiste mettra en débat, le 26 juin, lors de la prochaine assemblée départementale, son plan pour faire face à cette situation.

Midi-Pyrénées, le « plus » de la formation

Réuni en commission permanente, le Conseil régional de Midi-Pyrénées a adopté la création d'un fonds pour la formation des salariés en chômage partiel, nommé « qualification plus ». Cette enveloppe « va permettre aux salariés en contrat de travail, mais au chômage partiel, de bénéficier, dans le cadre du temps libéré, d'actions de formations qualifiantes », indique l'exécutif. Elle sera alimentée par la Région à hauteur de 2 millions d'euros, à parité avec l'État et les Organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA).

Bruno Tranchant

29^e rencontres d'Avignon pour la Culture

Parti Socialiste - Secrétariat national à la Culture en partenariat avec
Le Laboratoire des idées et le Forum des territoires –
Fédération des Elus socialistes et républicains

Samedi 18 juillet 2009

Cette rencontre fait suite à la journée de formation du 17 juillet organisée
par le Centre Condorcet, en partenariat avec la FNESR

● Matinée - 9 H 30 – 13 H 00

Université d'Avignon Pays de Vaucluse, rue Louis Pasteur

Débat : animé par Sylvie Robert, Secrétaire nationale à la Culture

Culture et politique : entre ignorance et avis de tempête ?

Intervenants : Joël Roman, Editeur, Membre du comité de rédaction de la Revue Esprit ; Robert Cantarella, Metteur en scène, co-directeur du 104 ; Un artiste présent sur le festival ; Lucile Schmid, Conseillère régionale, Vice-Présidente du Laboratoire des idées, et d'autres représentants du Parti

● Après-midi - 15 H 00 – 17 H 00

ISTS (Institut des Sciences et Techniques du Spectacle) – Cloître Saint Louis, rue du Portail Broquier

Débat animé par Claudy Lebreton, Président de la FNESR

Deux ans de sarkozysme dans la culture : quel bilan ? Comment réagir ? Intervenants : Marilyse Lebranchu, Députée, Responsable du Forum des Territoires, Hélène Breton, Vice-Présidente de la région Midi-Pyrénées chargée de la culture, Présidente de la commission culture de l'ARF et d'autres élus du Parti.

● 17 H 00 – Conclusion : Martine Aubry, Première secrétaire

Bulletin d'inscription aux Rencontres d'Avignon 2009

Nom Prénom
Adresse Ville Code Postal
Adresse email Tél.

- ☐ Participera aux Rencontres d'Avignon
☐ S'inscrit au déjeuner-rencontre organisé le 18 juillet au restaurant « le 75 » rue Guillaume Puy, en Avignon (30 euros par personne, chèque à libeller à l'ordre du Parti socialiste, et à adresser à l'inscription, nombre de places limité)

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser
au Secrétariat national à la Culture au 01 45 56 79 15 ou 78 07

Inscription à retourner avant le 8 juillet au Parti socialiste –
Secrétariat national à la Culture, 10 rue de Solférino – 75333 PARIS cedex
ou par email à l'adresse culture@parti-socialiste.fr



Proudhon, figure du socialisme utopique

Nous célébrons cette année le bicentenaire de la naissance de **Pierre-Joseph Proudhon**, né à Besançon le 15 janvier 1809. Peu de manifestations sont prévues pour honorer la mémoire d'un des plus grands noms du socialisme français. Le personnage mérite pourtant d'être connu. L'analyse d'Alain Bergounioux, conseiller aux relations avec les fondations et aux revues.



Qui était Pierre-Joseph Proudhon ?

Cet autodidacte, né en 1809 d'une mère servante et d'un père tonnelier, compte parmi les grandes figures du « socialisme utopique ». Issu d'un milieu modeste, il doit interrompre des études brillantes, au collège de Besançon, pour apprendre et exercer par la suite le métier de typographe.

Ses qualités intellectuelles lui valent d'atteindre la célébrité en 1840, *Qu'est-ce que la propriété ? Ou recherches sur le principe du droit et du gouvernement*, en publiant un ouvrage dont on a surtout retenu la formule-choc : « La propriété, c'est le vol

». Proudhon y révèle une vision claire de la société industrielle dans sa dimension économique et politique. Il compte parmi ceux qui mettent en évidence les mécanismes du capitalisme, la notion de plus-value que le capital s'attribue en organisant collectivement le travail. Aux côtés d'autres penseurs - Saint-Simon et Fourier -, il se livre également à une critique radicale de la société moderne, fondée sur le libéralisme économique et politique. Ce qui lui vaut de figurer aussi bien au rang des premiers socialistes que des pères fondateurs de l'anarchisme, chantre d'un modèle de société sans

pouvoir, relevant de la seule responsabilité des individus.

Il ne plaît guère aux bourgeois et aux intellectuels...

Proudhon est un polémiste qui dresse contre lui de nombreux adversaires. Il est d'abord critiqué par la bourgeoisie et les classes dominantes, au prétexte qu'il met en évidence les méfaits de la propriété privée, érigée au XIX^e siècle en principe fondamental. Il est ainsi perçu comme un véritable fauteur de troubles. Les libéraux en font même une de leur cible favorite. Lorsqu'il est élu, en 1848, à l'Assemblée, il est souvent hué à l'occasion de ses

interventions. Dans leur esprit, il incarne l'archétype du révolutionnaire. Même si, aujourd'hui, l'idée qu'il défend de créer une Banque du Peuple pour apporter du crédit aux entreprises coopératives passerait pour du réformisme... Il est un peu le père du micro-crédit.

Il se heurte également à la critique des socialistes. Pourquoi ?

Les critiques n'émanent pas que des socialistes. C'est surtout Karl Marx qui lui reproche une vision trop individualiste. Dans *La Philosophie de la misère* (1846), Proudhon plaide pour un rapprochement entre catégories ouvrières et classes moyennes, en insistant sur les principes de coopération et de mutualisme. Marx l'accuse alors, dans un pamphlet, de ne pas comprendre la nécessité de l'organisation collective du prolétariat pour renverser l'État bourgeois. Du point de vue des marxistes, dont la pensée dominera l'idéologie socialiste de la seconde moitié du XIX^e siècle, Proudhon est un utopiste petit-bourgeois.

Ce qui est paradoxal lorsqu'on sait qu'il condamne d'un seul tenant capitalisme et étatismisme. Il sera toujours contesté et ses thèses

feront longtemps débat au sein de la famille socialiste.

La gloire de Proudhon n'est-elle pas de s'être dressé contre le principe d'autorité ?

Son souhait est de refonder l'économie sur la base de la coopération, et non de la concurrence. Il est également convaincu que le capitalisme ôte aux ouvriers la rémunération de leur travail et que l'étatisme prive les individus de leur souveraineté. Il défend, en matière politique, l'idée du fédéralisme, en s'appuyant sur des communautés de base issues des confédérations. Il éprouve une réelle méfiance pour le suffrage universel et le parlementarisme qui tronquent la souveraineté concrète des citoyens. Il défend, enfin, un « anarchisme positif », en excluant tout recours à la violence. C'est ce qui fait son originalité. Au point qu'une partie de sa pensée a nourri le socialisme issu du syndicalisme et du monde coopératif qu'on a retrouvé dans le syndicalisme révolutionnaire de la fin du XIX^e et dans les idéaux aujourd'hui encore de l'économie sociale et solidaire.

***Propos recueillis
par Bruno Tranchant***

Éclairage

Un génie novateur

Si dans l'une des ses chroniques, Jacques Julliard, éditorialiste du *Nouvel Obs*, voit dans Proudhon un « grand désillusionniste » dressé contre le capitalisme et le communisme, Alain Bergounioux rend hommage à sa vision critique de l'économie et de la politique. « Il est à la fois l'adversaire d'Adam Smith, père du libéralisme, de Jean-Jacques Rousseau, dans la mesure où il ne croit guère à la volonté générale, et des marxistes, résume l'historien. Il a une vision décapante de la réalité et ne croit que dans la capacité des individus à nouer des liens, à partir de cellules communes. »

Pour autant, il serait réducteur de limiter les influences de Proudhon aux seuls mouvements contestataires et ouvriers. « Lui qui s'avouait "révolutionnaire, mais non bousculeur" croit plus à l'action organisée d'un véritable "réformisme révolutionnaire" qu'au romantisme désordonné de "l'action révolutionnaire", précise l'universitaire Jean Bancal. Deux cents ans après sa naissance, ce penseur atypique suscite de nombreux centres de réflexion et d'action. « Puissance de la personnalité, acuité de l'œuvre critique, réalisme de l'œuvre positive, multiplicité et permanence des influences exercées, tout désigne en Proudhon un génie novateur », conclut l'historien.

LIVRES

■
26

Sarkozy, ennemi public des libertés

Face à l'acharnement du couple Sarkozy-Fillon contre les droits économiques et sociaux, la Ligue des droits de l'homme (LDH) avait consacré son compte-rendu 2008 aux différentes attaques contre l'assurance-maladie, l'assurance-chômage, l'assurance-retraite...

Dans son compte-rendu de l'année 2009, la LDH se concentre sur les atteintes aux libertés publiques, décrivant l'utilisation massive de nouveaux moyens techniques et administratifs de surveillance (multiplication des fichiers, contrôle demandé aux éducateurs...). Ce rapport met parfaitement en lumière la volonté de l'État sarkozyste d'affaiblir, contourner, voire intimider, le moindre contre-pouvoir. Qu'il soit politique,

médiatique ou associatif. Une analyse qui rejoint en de nombreux points celle du Parti socialiste, développée notamment dans *La France en libertés surveillées*.

O.V.

Ligue des Droits de l'Homme, *Une société de surveillance, l'état des droits de l'Homme en France*, édition 2009, Paris.

Histoire d'un génocide

La reconnaissance du génocide arménien par la Turquie pose encore problème près de 94 ans après les faits. Dans un ouvrage très documenté, Taner Akçam, historien turc en exil, revient sur les origines du massacre de près d'un million d'Arméniens. En 1915, l'empire ottoman est en voie de disparition. La guerre des Balkans, en 1912, a mené à de grosses pertes territoriales. C'est dans ce contexte que naît l'ottomanisme d'abord, puis le turquisme, idéologies fondées sur la supériorité turque et la nécessité de soumettre les populations chrétiennes de l'Empire à l'islam. Mais les aspirations indépendantistes sont de plus en plus fortes en Anatolie. Et les unionistes turcs ne supportent plus la volonté de réforme des Arméniens. L'élimination du « problème » arménien devient alors « un objectif national ». Après les déportations massives en 1914 et

début 1915, l'auteur prouve l'existence d'un « ordre d'anéantissement » émanant du bureau central du Comité Union et Progrès (CUP), parti au pouvoir.

F.C.

Taner Akçam, *Un acte honteux, le génocide arménien et la question de la responsabilité turque*, Denoël, 25 euros.



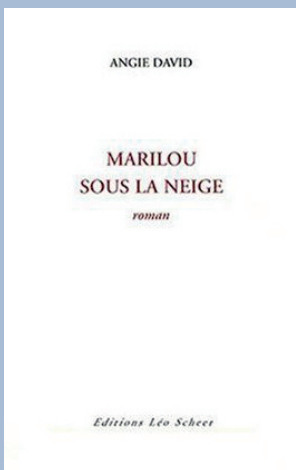
Une éducation sentimentale déconcertante

Une jeune et belle Néo-Calédonienne veut connaître le milieu culturel parisien. Marilou sacrifie sa vie au soleil de Nouméa (sexe, drogues et chansons en anglais) pour faire un DESS avec un stage dans l'édition. L'éditeur qu'elle rencontre flashe sur elle. Leur deal - un

contrat et une liaison durable ne comporte l'obligation de se faire accepter par l'épouse. Ce choix qui exclut le romantisme n'empêche ni les sentiments ni l'idée pour Marilou de fonder un jour une famille. En attendant, à côté de passions culturelles, il y a sa passion pour les vêtements de luxe. À côté de sa vie amoureuse et mondaine, la jeune femme travaille, écrit et relève le pari littéraire de décrire la vie d'une héroïne qui lui ressemble. Pense-t-on à Sartre et Beauvoir ? Plutôt au roman de Michèle Bernstein sur sa vie avec Guy Debord... Ce livre froid paraîtra symptomatique à beaucoup, mais ses obsessions contradictoires font qu'il se lit avec plaisir.

J.G.

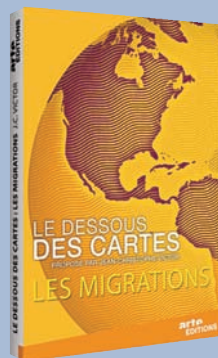
Angie David, *Marilou sous la neige*, éditions Léo Scheer, 336 pages, 17 euros.



DVD

Derrière l'exil

Qui sont les migrants ? D'où viennent-ils ? Que fuient-ils ? Cette série de 9 émissions réunies dans un coffret offre de nouvelles bases de réflexion sur ce sujet au cœur de l'actualité. La guerre, l'emploi, les diasporas et les changements climatiques font partie des raisons qui poussent les migrants à quitter leur pays d'origine. Partout, on construit des murs censés protéger, partout on veut contrôler le flux migratoire. Et si on se trompait de menace ? Dans la plupart des pays développés, le vieillissement de la population engendre de nombreux problèmes notamment économiques. Or les migrants jouent un rôle fondamental de renouvellement des populations et de croissance économique. Loin des guerres de pouvoir, il y a le dessous des cartes.



C.C.

Le dessous des cartes : les migrations, 9 émissions proposées par Jean-Christophe Victor, DVD Arte éditions, durée totale : 100 minutes.

EXPO

Le deuxième sexe s'expose



Francine Bacon, Jacqueline Pollock, La Corbusier... Et si l'art changeait de sexe ? Finie la domination masculine au Musée national d'art moderne. Le nouvel accrochage de sa collection permanente, *elles@centrepompidou*, présente exclusivement des œuvres d'artistes femmes, parmi lesquelles Orlan, Louise Bourgeois, Niki de Saint Phalle ou encore Annette Messager. Scindé en sept chapitres, le parcours retrace le combat des femmes, notamment celui des décapantes « guerilla girls », pour s'imposer dans les musées et plus généralement dans le milieu de l'art contemporain. Un parti pris audacieux aux allures de Manifeste qui donne au « girl power » ses lettres de noblesse artistiques.

E.P.

elles@centrepompidou, Centre Pompidou à Paris. Plein tarif, 12 euros. Jusqu'au 24 mai 2010



Dans la peau d'un flic

Cela fait trois semaines que Pierre Willem a pris ses quartiers à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne). Ce policier, gardien de la paix, jeune quadragénaire, vient d'être élu secrétaire national de l'Anas, l'Association nationale d'action sociale du ministère de l'Intérieur. Sur le fronton de ce bâtiment coquet, figure une devise : « Solidarité et fraternité ». Car telles sont les missions de cette structure. L'Anas soutient celles et ceux qui œuvrent au quotidien pour la sécurité républicaine. Aide au logement, à l'insertion des jeunes policiers - affectés pour plus de 80% d'entre eux en Île-de-France dès leur première année d'exercice -, services médicaux... « On palie un manque évident, affirme Pierre. Pour mener à bien leur mission, les flics doivent être bien dans leurs baskets, ce qui est, malheureusement, rarement le cas. »

Diplômé de droit, Pierre Willem entre dans la gendarmerie en 1995. Mais il ne supporte pas l'esprit militaire et la discipline extrême que le corps exige. Il passe alors le concours de la police nationale chez lui, à Lille. Après son année de formation, il rejoint l'unité chargée du métro à Paris. Il y restera quatre ans avant de devenir détaché permanent, élu représentant du personnel. Pour lui, être flic « c'est être au service des autres. Faire le



Il faut répondre au chiffon rouge de l'insécurité que la droite brandit à l'envi

tampon, être l'autorité républicaine entre le pouvoir politique et ses concitoyens. Être au plus près de la société, de ses problèmes et de ses évolutions. »

Profondément ancré à gauche, Pierre Willem est aussi, depuis le congrès de Reims, secrétaire de la section socialiste du ministère de l'Intérieur. Une fonction qui lui permet de mettre autour de la même table ce qu'il nomme la « chaîne sécuritaire » : police - justice - élus locaux - associations -

presse. « Beaucoup de journalistes reconnaissent s'être fait rouler par la communication du ministère pendant la crise des banlieues en 2005. Ce sont pourtant des témoins de ce qui se passe sur le terrain. Nous ne pouvons pas occulter leur rôle. » Deux questions essentielles animent les réunions, ces derniers temps : la privatisation de la police - d'ici 2015, les agents de police privée seront plus nombreux que les effectifs de la gendarmerie et de la police nationale - et le rapport entre la police, la jeunesse et la population. L'objectif de ces débats est de répondre au « chiffon rouge de l'insécurité » que la droite brandit à l'envi, et de construire un programme fort qui équilibre prévention et répression. Pour sortir enfin du tout sécuritaire.

Ariane Vincent